

Pour réduire leur dépendance

LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT PEUVENT-ILS PRODUIRE LEURS PROPRES BIENS D'ÉQUIPEMENT ?

Par PIERRE CASTELLA *

La production de biens d'équipement est actuellement l'apanage quasi exclusif des pays industriels. Les pays en voie de développement, qui en ont cependant augmenté la production à des taux annuels supérieurs à 10 % au cours de la décennie 1960, voient leur part dans la production mondiale stagner aux alentours de 5 %. Encore ces 5 % proviennent-ils d'un nombre restreint de pays (essentiellement l'Argentine, le Brésil, l'Inde et le Mexique).

La posée économique dominante incite à considérer que cette situation est une conséquence quasi inéluctable de la division internationale du travail, celle-ci excluant les pays en voie de développement d'un secteur de production dont les technologies sont trop complexes, les charges de financement trop lourdes, etc. Une étude récente menée par FORSTOM (1) sur le Brésil et l'Inde (2) montre que la validité économique de ces thèses est loin d'être acquise.

Pourquoi est-il important que les pays du tiers-monde produisent leurs propres biens d'équipement ? On peut avancer au moins deux raisons majeures. La première est liée à une évidence : un pays ne peut s'équiper en machines et matériel de transport (les bâtiments et ouvrages de travaux publics sont exclus de l'analyse) qu'en produisant ces biens ou en les important. Or les importations des pays en voie de développement portant pour 40 % à 80 % sur des biens d'équipement. On peut difficilement envisager une augmentation de ce pourcentage, les autres postes d'importations étant quasiment compressibles. Le volume de la production locale de biens d'équipement détermine donc directement le volume de l'investissement domestique.

L'étroitesse des marchés intérieurs

La dimension d'un marché intérieur n'est pas une donnée rigide, en particulier dans le domaine des biens d'équipement. On conçoit aisément en premier lieu que, selon qu'un pays investit 10 % ou 40 % (Algérie) de son produit national, la taille de son marché intérieur des biens d'équipement change sensiblement.

Mais l'étroitesse du marché tendrait aussi, selon les idées courantes, au fait qu'il n'existe pas un marché unique des biens d'équipement, mais une multitude de sous-marchés correspondant aux milliers de machines et éléments de machines que recouvre l'expression « biens d'équipement ». Chacun de ces sous-marchés, infime parcellaire d'un marché global étroit, est de taille beaucoup trop faible pour pouvoir intéresser un entrepreneur. Mais cette arithmétique est trop simple. En effet, les investissements d'un pays qui s'industrialise sont en général concentrés dans un nombre restreint de secteurs « prioritaires », dont les achats peuvent représenter de 40 % à 70 % du marché intérieur total des biens d'équipement. Ce sont ces priorités qui créent des marchés pour les équipements correspondants. Ainsi il y a en Inde comme au Brésil un marché des équipements chimiques, aéronautiques ou électriques parce que, dans les deux pays, la politique industrielle privilégie depuis vingt ans ces trois industries : en sens inverse, il n'y a ni en Inde ni au Brésil de véritable marché des tracteurs parce qu'aucun des deux pays n'a réellement encouragé le développement d'une agriculture mécanisée (alors que 72 % de la population active en Inde et 44 % au Brésil est employée dans l'agriculture).

En outre, beaucoup de biens d'équipement peuvent être regroupés en caté-

La deuxième raison tient à ce que les dépenses en devises entraînées par l'absence de production locale ne sont pas limitées à la seule balance commerciale. Les achats de technologie étrangère (licences, brevets, services d'assistance technique), qui pèsent lourdement sur la balance des paiements, traduisent le plus souvent une inexpérience des ingénieurs locaux en matière de conception, de production, ou d'utilisation de biens d'équipement. C'est à l'acquisition de tels biens que sont consacrés la quasi-totalité des crédits à l'importation accordés aux pays en voie de développement. Enfin, les investissements directs de firmes étrangères dans ces derniers pays concernent de façon croissante la production de biens d'équipement et, plus généralement, la production de biens à technologie dite complexe, ce qui ramène aux problèmes technologiques. Ainsi, le faible développement de la production de biens d'équipement dans les pays du tiers-monde peut être considéré comme la raison majeure de la situation financière de ces pays aux yeux des industriels.

Les idées reçues ne manquent pas pour expliquer ou justifier que les pays du tiers-monde ne produisent pas davantage de biens d'équipement. On peut ranger ces idées sous trois grandes rubriques : les marchés intérieurs de ces pays sont trop étroits ; il est presque toujours moins coûteux d'importer des biens d'équipement que de les produire localement ; enfin, les biens d'équipement nécessaires à la construction d'une économie moderne sont de technologies trop diverses et trop complexes pour qu'un pays industriellement jeune puisse en envisager la fabrication. Ces arguments résistent-ils à l'examen ?

gories de produits technologiquement proches et susceptibles d'être fabriqués par le même producteur ou le même groupe de producteurs. Exemple de ces catégories : produits de la chaudronnerie lourde pour les industries alimentaires, chimiques et pétrolières, les papeteries et les chimeries, la construction navale ; équipements pour les travaux publics, les mines et l'agriculture ; moteurs à combustion interne, pompes et compresseurs, etc. On ne peut donc affirmer que le marché et les possibilités de fabrication — simultanées ou à une certaine échelle — d'autres produits de la même catégorie.

Il n'existe donc pas de critères simple et universel qui permette d'enfermer à l'intérieur de limites strictes le marché intérieur des biens d'équipement dans un pays donné. On peut d'ailleurs confirmer cette proposition par une observation statistique. Dans tous les pays du monde, et en particulier dans les pays en voie de développement, la production des industries mécaniques et électriques (catégorie qui regroupe les industries des biens d'équipement, de l'électroménager et de l'automobile) croît beaucoup plus vite (de 1,1 à 1,8 fois plus vite) que la moyenne de la production industrielle. Cela tient en particulier au fait que la production de biens d'équipement croît au rythme de l'investissement industriel, donc sensiblement plus vite que la production industrielle ; cela tient aussi à ce que les industries précitées se fournissent à elles-mêmes la plupart des équipements et produits semi-finis qu'elles utilisent. En tout cas, la conclusion est que la production de biens d'équipement, quand elle existe, se développe à un rythme auto-accélérateur.

Importer est-il moins cher ?

EST-IL moins cher pour un pays en voie de développement d'importer les biens d'équipement dont il a besoin plutôt que de les produire localement ? Les données disponibles à ce sujet sont rares et d'interprétation difficile. Mais les comparaisons conduisent en général à répondre positivement, le coût de la production domestique étant fréquemment de 10 % à 80 % plus élevé que le coût de l'importation correspondante.

Observons d'abord que ces résultats ne sont pas si catastrophiques car les échelles de production dans les pays du tiers-monde sont fréquemment de l'ordre de cinquante fois plus petites que celles que l'on rencontre dans les pays industriels. De plus, ces résultats sont très sensibles aux conventions adoptées pour établir les comparaisons. Or il y a toujours beaucoup d'arbitraire dans le choix d'un taux de change, dans la fixation du prix international d'un produit ou dans la définition d'une rémunération « normale » du capital. Enfin, la plupart des analyses réalisées jusqu'ici ont porté sur des industries qui n'avaient que quelques années d'existence, alors qu'on estime généralement qu'une industrie n'atteint vraiment sa maturité qu'après quinze ou vingt années.

Les comparaisons entre prix relatifs des importations et des productions locales permettent aussi d'avancer deux conclusions optimistes. En premier lieu, les surcoûts liés à la production domestique sont faibles ou même négatifs pour les produits de taille moyenne fabriqués sur commande ou en séries courtes. Cette conclusion est importante, car elle concerne une gamme très large de produits (par exemple : moteurs, transforma-

d'autres conventions. Plus fondamentalement, de tels exercices de quantification tendent à dissimuler le fait que les choix sont, pour une large part, de nature politique. Ainsi, personne ne conteste plus aujourd'hui la réussite de l'industrie automobile brésilienne, maintenant que celle-ci produit à des coûts raisonnables un million de véhicules par an. Mais la décision prise en 1958 de construire de

Les capacités technologiques

LES pays en voie de développement disposent-ils de capacités technologiques suffisantes pour produire les biens d'équipement complexes que requiert la construction d'une économie moderne ? Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'est une économie moderne. En particulier, qui sont les producteurs dans cette économie ? Suivant qu'il s'agit d'entreprises petites ou grandes, nationales ou étrangères, et suivant que ces entreprises recourent à des méthodes de production utilisatrices de main-d'œuvre ou de capital, le niveau technologique de la demande de biens d'équipement variera largement. Ainsi, la production brésilienne de machines pour l'industrie textile est faible parce que le pays a privilégié la production de tissus synthétiques au détriment des tissus en fibre naturelle ; or les premiers sont produits par des firmes étrangères qui travaillent le fait avec des équipements importés, les seconds sont produits par de petites entreprises traditionnelles qui, faute de soutien public, voient leur production régresser depuis quinze ans et, en conséquence, ne s'équipent plus. En sens inverse, l'Inde est devenue un des premiers producteurs mondiaux d'équipements pour l'industrie textile parce que, entre autres raisons, une politique active a permis de maintenir une répartition équilibrée (environ 50 %-50 %) entre les productions des secteurs moderne et traditionnel.

Il reste qu'un pays qui s'industrialise ne peut se dispenser de faire l'apprentissage d'un grand nombre de technologies complexes. Qui plus est, l'apprentissage ne suffit pas, il faut aussi suivre le rythme du progrès technique international, dont c'est une banalité de dire qu'il est très rapide ; dans le cas extrême des équipements électroniques, la productivité (à prix constants) de certains matériels double tous les trois ans.

L'exemple indien montre que ces problèmes ne sont pas insurmontables, pourvu que les efforts soient concentrés dans certains secteurs, et que le recours à la technologie étrangère ne soit qu'un moyen d'aider à l'édification d'une technologie d'origine nationale. Dans la plupart des secteurs où les Indiens avaient à créer des capacités de production importantes

La volonté d'indépendance nationale

UN pays qui s'industrialise ne se demande pas s'il va produire les biens d'équipement dont il a besoin. Ce pays a des projets de production, et pour les réaliser, il peut ou non faire appel à l'étranger, non seulement pour acheter des biens d'équipement ou de la technologie, mais aussi pour trouver des financements ou, plus radicalement, pour confier le projet à un investisseur. Or la force des pays industriels — et de leurs firmes actives à l'étranger — est de pouvoir présenter aux pays demandeurs une offre globale et souvent liée, où l'on trouve tout à la fois les équipements, la technologie, les financements (et éventuellement l'investissement). Il est tentant pour le pays demandeur de prendre le tout, d'autant que cette solution permet en général une croissance économique immédiate plus rapide. Mais cette solution est aussi le début du cycle de la dépendance économique : un pays qui ne produit pas d'équipements étend ses capacités de recherche technologique et est de moins en moins capable de produire ses équipements et sa technologie ; il a donc besoin d'importer davantage, donc de trouver des devises, donc de rechercher de nouveaux financements, qui seront liés à de nouvelles importations d'équipement ou à de nouveaux investissements directs, etc.

Peu de pays en voie de développement ont cherché à dissocier les différents éléments de l'offre globale d'assistance étrangère. L'exemple de l'Inde (ou de l'Algérie) montre que cette dissociation est possible : un pays peut imposer sa réalisation sur place de tout ou partie des équipements correspondant à un projet, même si la technologie, le financement ou l'investisseur sont étrangers ; un pays peut parvenir à assurer une part croissante de l'engineering des projets, même si les équipements ou le maître d'œuvre sont étrangers ; un pays peut dissocier financement et investissement en recourant surtout à des prêts étrangers publics, etc.

Le Brésil illustre à l'autre extrême l'ensemble d'un pays qui s'est équipé en recourant surtout à des investissements directs de « cités étrangères ». Ces investissements se sont dirigés pour une part vers la production de biens d'équipement. Mais le secteur s'est trouvé rapidement dominé par les firmes étrangères, ce qui a considérablement réduit les avantages que le pays pouvait tirer de l'existence

* Chercheur à l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

toutes pièces cette industrie en supprimant dans les cinq ans toute importation d'éléments et de produits semi-finis avait été considérée alors par de nombreux experts comme une aberration économique. Dans le même temps, l'Inde entreprenait de construire une industrie automobile entièrement domestique, dont la production était limitée volontairement à moins de 100 000 véhicules par an. Les surcoûts que paient les Indiens pour cette limitation volontaire traduisent un choix socio-politique parfaitement défendable.

demment compter sur les pays industriels

pour entreprendre de telles études. Que produire concrètement ? On peut penser en premier lieu à tous les biens légers d'usage général : moteurs, pompes, produits de la mécanique générale... On a constaté plus haut que les biens d'équipement de taille moyenne produits sur commande ou en séries assez courtes étaient fabriqués à des coûts raisonnables dans les pays qui en avaient entrepris la production. On peut encore rappeler qu'il existe, au sein de la catégorie générale des biens d'équipement, des familles technologiques de produits et qu'il est possible de passer de façon continue, au sein de chaque famille, de la fabrication des biens les plus simples à celle des biens les plus complexes.

Mais ce qui fondamentalement déterminera le type de biens d'équipement susceptibles d'être fabriqués par l'industrie domestique, ce sont les besoins des branches privilégiées par la politique de développement. Quelles que soient ces branches, des besoins apparaîtront auxquels il sera possible de répondre partiellement. La croissance ultérieure du revenu national accroîtra les marchés des équipements correspondants, ce qui permettra à la production domestique de répondre davantage à la demande, etc.

Il n'y a cependant aucune raison a priori pour que la production domestique suive spontanément l'évolution de la demande. La production brésilienne ne s'est pas développée de façon satisfaisante, en dépit de l'existence d'une forte demande parce que, hormis les raisons déjà évoquées, le système financier domestique offrait aux acheteurs de biens d'équipement produits localement des conditions de crédit moins avantageuses que celles du marché international, parce que le souci des autorités d'encourager l'investissement industriel s'est en fait traduit par l'établissement d'un système de subventions aux importations de biens d'équipement, parce que les producteurs nationaux n'ont reçu aucun soutien public face à la concurrence des filiales de sociétés étrangères... L'Inde n'est pas tombée dans les mêmes travers, et elle a considéré le développement de son industrie de biens d'équipement comme un but en soi, en négligeant la production de biens de consommation ; les autorités économiques ont pris leurs décisions au coup par coup et comme une suite de défis à l'ordre économique international ; le développement de la production a été fondé de façon relativement exclusive sur la croissance d'un nombre restreint de grands groupes, publics ou privés...

La seule énoncé de ces divers points montre qu'il est peu de domaines de la politique économique qui ne soient impliqués dans la construction d'une industrie de biens d'équipement. On peut d'ailleurs montrer plus généralement (4) que le développement d'une telle industrie met en cause l'ensemble de l'organisation socio-économique nationale (modes de consommation, de distribution du revenu, etc.).

L'argumentation qui précède ne signifie certes pas que les pays en voie de développement peuvent, s'ils le désirent et si leur système socio-économique s'y prête, produire tous les biens d'équipement dont ils ont besoin. On constate, en particulier à partir des exemples du Brésil et de l'Inde, que, même lorsqu'un haut niveau d'autosuffisance a été atteint, certains postes d'importation apparaissent difficilement réduisibles. L'énoncé est que dans ces pays aussi différents que l'Inde et le Brésil semblent éprouver les mêmes difficultés pour les mêmes produits : équipements pour les mines, l'édition, le papier et la chimie lourde, produits de la mécanique de précision, équipements électriques et de télécommunication. La question est particulièrement importante pour ces deux derniers types de biens, car ils constituent toujours une part notable des investissements dans tout pays qui s'industrialise.

Un nouveau champ de coopération ?

Il est un autre type de biens dont la production dans les pays en voie de développement apparaît difficile : ce sont les équipements automatisés de commande, contrôle ou asservissement (4). Ces équipements occupent une place croissante dans le total des investissements industriels (10 % en 1970 aux Etats-Unis contre 2 % en 1958) et leur production fait le plus souvent l'objet de monopoles de diverses firmes multinationales. Mais, surtout, ces firmes tendent de plus en plus à produire non seulement ces équipements, mais aussi les machines auxquelles ils sont destinés. Cette tendance risque d'aggraver la dépendance du tiers-monde par rapport à ses fournisseurs étrangers et il apparaît indispensable que, même pour ces équipements complexes, les pays en voie de développement entreprennent, au moins dans certains sous-secteurs, leurs propres efforts de production.

Jusqu'ici, les efforts de coopération régionale entre pays en voie de développement ont essentiellement porté sur certaines industries de base (chimie, acier, matériaux de construction...) ou certaines productions destinées à la consommation finale. Les industries de biens d'équipement ne pourraient-elles devenir un domaine privilégié de ces accords de coopération ? On peut au moins avancer

demment compter sur les pays industriels pour entreprendre de telles études.

Que produire concrètement ? On peut penser en premier lieu à tous les biens légers d'usage général : moteurs, pompes, produits de la mécanique générale... On a constaté plus haut que les biens d'équipement de taille moyenne produits sur commande ou en séries assez courtes étaient fabriqués à des coûts raisonnables dans les pays qui en avaient entrepris la production. On peut encore rappeler qu'il existe, au sein de la catégorie générale des biens d'équipement, des familles technologiques de produits et qu'il est possible de passer de façon continue, au sein de chaque famille, de la fabrication des biens les plus simples à celle des biens les plus complexes.

Mais ce qui fondamentalement déterminera le type de biens d'équipement susceptibles d'être fabriqués par l'industrie domestique, ce sont les besoins des branches privilégiées par la politique de développement. Quelles que soient ces branches, des besoins apparaîtront auxquels il sera possible de répondre partiellement. La croissance ultérieure du revenu national accroîtra les marchés des équipements correspondants, ce qui permettra à la production domestique de répondre davantage à la demande, etc.

Il n'y a cependant aucune raison a priori pour que la production domestique suive spontanément l'évolution de la demande. La production brésilienne ne s'est pas développée de façon satisfaisante, en dépit de l'existence d'une forte demande parce que, hormis les raisons déjà évoquées, le système financier domestique offrait aux acheteurs de biens d'équipement produits localement des conditions de crédit moins avantageuses que celles du marché international, parce que le souci des autorités d'encourager l'investissement industriel s'est en fait traduit par l'établissement d'un système de subventions aux importations de biens d'équipement, parce que les producteurs nationaux n'ont reçu aucun soutien public face à la concurrence des filiales de sociétés étrangères... L'Inde n'est pas tombée dans les mêmes travers, et elle a considéré le développement de son industrie de biens d'équipement comme un but en soi, en négligeant la production de biens de consommation ; les autorités économiques ont pris leurs décisions au coup par coup et comme une suite de défis à l'ordre économique international ; le développement de la production a été fondé de façon relativement exclusive sur la croissance d'un nombre restreint de grands groupes, publics ou privés...

La seule énoncé de ces divers points montre qu'il est peu de domaines de la politique économique qui ne soient impliqués dans la construction d'une industrie de biens d'équipement. On peut d'ailleurs montrer plus généralement (4) que le développement d'une telle industrie met en cause l'ensemble de l'organisation socio-économique nationale (modes de consommation, de distribution du revenu, etc.).

L'argumentation qui précède ne signifie certes pas que les pays en voie de développement peuvent, s'ils le désirent et si leur système socio-économique s'y prête, produire tous les biens d'équipement dont ils ont besoin. On constate, en particulier à partir des exemples du Brésil et de l'Inde, que, même lorsqu'un haut niveau d'autosuffisance a été atteint, certains postes d'importation apparaissent difficilement réduisibles. L'énoncé est que dans ces pays aussi différents que l'Inde et le Brésil semblent éprouver les mêmes difficultés pour les mêmes produits : équipements pour les mines, l'édition, le papier et la chimie lourde, produits de la mécanique de précision, équipements électriques et de télécommunication. La question est particulièrement importante pour ces deux derniers types de biens, car ils constituent toujours une part notable des investissements dans tout pays qui s'industrialise.

L'argumentation qui précède ne signifie certes pas que les pays en voie de développement peuvent, s'ils le désirent et si leur système socio-économique s'y prête, produire tous les biens d'équipement dont ils ont besoin. On constate, en particulier à partir des exemples du Brésil et de l'Inde, que, même lorsqu'un haut niveau d'autosuffisance a été atteint, certains postes d'importation apparaissent difficilement réduisibles. L'énoncé est que dans ces pays aussi différents que l'Inde et le Brésil semblent éprouver les mêmes difficultés pour les mêmes produits : équipements pour les mines, l'édition, le papier et la chimie lourde, produits de la mécanique de précision, équipements électriques et de télécommunication. La question est particulièrement importante pour ces deux derniers types de biens, car ils constituent toujours une part notable des investissements dans tout pays qui s'industrialise.

trois arguments en faveur de cette proposition

en premier lieu, l'absence de production de biens d'équipement dans les pays en voie de développement est une des causes essentielles de la dépendance de ces pays à l'égard des pays industriels ; en second lieu, la diversité des productions à mettre en œuvre est telle qu'elle permettrait assez facilement une répartition satisfaisante des projets envisagés entre les différents pays participants à l'accord ; enfin, l'effort requis pour créer les capacités technologiques nécessaires est d'une ampleur telle qu'il impose des spécialisations nationales.

(1) Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, 24, rue Bayard, Paris (8^e).

(2) Cf. La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1958 à 1975, et La production indienne de biens d'équipement et le développement industriel de l'Inde depuis 1950 (à paraître prochainement).

(3) Il s'agit de l'engineering de conception des équipements utilisés dans le secteur. Four plus de détails, cf. The transfer of technology in the industrial development of Brazil, General Aspects of the Problem, Nations unies E/CN.12/37, 1974.

(4) Cf. par exemple : Place et fonction de l'électronique dans le système industriel français, par J. Ferrin, IREP, Grenoble, 1973.

UNE GRANDE RÉÉDITION

Le « Staline » de Boris Souvarine

L y a, de temps en temps, des livres fondamentaux : le Staline de Boris Souvarine, mesurément sous-titré Aperçu historique du bolchevisme, est de ceux-là (1). La réédition, quarante ans après sa publication, de ce chef-d'œuvre d'intelligence politique, de lucidité historique et de probité intellectuelle doit être saluée. Né en 1855, membre, dès sa fondation, de la Troisième Internationale, dont il fut l'un des secrétaires, puis exécutif, après avoir connu les principaux membres du parti bolchevique, Souvarine est un témoin capital. Il a, pour la présente édition, enrichi son livre d'un surcroît substantiel couvrant les quarante dernières années dont la méditation finale est d'une grande beauté. Son destin donne à penser sur l'importance de durer. Car voici Souvarine, dont quelques centaines de personnes lisent la revue le Contrat social, reconnu à quatre-vingt-deux ans, non par les spécialistes mais, largement, par une critique unanime. Peut-être la gloire tardive, contrairement au poète, est-elle amère ?

Se croyant en avance, une grande partie de l'intelligentsia française se défilait comme « de gauche » retardant par rapport à Souvarine. Il est vrai que la gauche intellectuelle française a été la plus stalinienne du monde et même l'une des très rares gauches intellectuelles numériquement importantes à être stalinienne, phénomène que le provincialisme triomphant de la plupart des intellectuels français tend à faire oublier. Les déstalinisés de 1956, de 1962, et plus tardivement encore, ont ramené rendu hommage au travail pionnier de Souvarine, longtemps délaissé ou ignoré. Il est même admis d'avoir tort en groupe que raisonnablement et trop tôt. Quel qu'il en soit, le Staline de Souvarine, rédigé au milieu des années 30 et publié en 1935, n'a jamais été égalé, ni par L. Deutscher, ni par L. Fisher, ni plus récemment par A. Ulam et R.-C. Tucker (2). Usant de façon critique de l'ensemble des sources russes et occidentales disponibles, Souvarine a tracé, à travers une histoire de la révolution russe, une biographie politique magistrale de Staline.

De la Géorgie d'origine en passant par le séminaire, des premières activités de révolutionnaire professionnel à l'émigration discrète et comme semi-clandestin jusqu'au bureau politi-

que à la veille de la révolution de Février, Souvarine traque les activités et cherche à cerner la personnalité de Staline. Témoin et documenté est pour l'essentiel disparu dès le milieu des années 30, par les soins de ce dernier : ruse payzanna, absence de scrupules et de la manipulation, patience, pragmatisme et énergie fournissent les outils de l'accomplissement de la volonté de domination et de la paranoïa du dictateur.

Staline est un des rares bolcheviks importants qui n'appartiennent pas à un milieu aisé : ses

servi par ses qualités mêmes, peut-être, tandis que, dès 1922-1923, Staline installe ses hommes et un dictionnaire sur un pays qui ne connaît pas même encore son nom.

La défaite politique des concurrents possibles, amorcée en 1923, est achevée en 1927, alors que le plan quinquennal est lancé et que la collectivisation forcée va être entreprise avec une extrême brutalité. Les victimes se chiffrent par millions et bientôt par dizaines de millions. Les trois quarts au moins du parti bolchevik lui-

Par GERARD CHALIAND

parents sont nés serfs. Mauvais cultivateur, il a cependant le langage direct et concret qui permet le contact avec les groupes de révolutionnaires professionnels caucasiens, issus de milieux modestes comme lui. « Praticien », comme il se définit lui-même, il gravit rapidement les échelons grâce à ses capacités organisationnelles, sa brutalité féroce, sa souplesse manœuvrière. Théoricien incertain auprès d'un Trotski, d'un Boukharine et de mandats autres, c'est au sein de l'appareil lui-même qu'il consolide sa position. Le parti « prédictariat », qui dès avant la mort de Lénine est devenu tout l'État, deviendra bientôt, pour plus d'un quart de siècle, une propriété privée : « Les bolcheviks, de Lénine à Staline, ont d'abord cru arriver au bien de la liberté socialiste par le mal de la contrainte policière avant de passer à la contrainte de codifier pour le temps de paix les critères expérimentés de la guerre civile de laissent l'habitude dictatorialle devenir une seconde nature. »

Dès la fin de la guerre civile, les soviets ne sont effondrés, les partis d'opposition (révolutionnaires) interdits, tandis que le pouvoir est consolidé entre les mains du bureau politique. Cependant « Lénine n'avait envisagé la terreur comme une méthode constante de « dictature démocratique ». La maladie et le temps ne permettent pas à Lénine, conscient du danger de la bureaucratisme, d'essayer d'y pallier. Trotski ne saura pas s'imposer, des-

même sont liquidés. Mensonge, corruption, terreur, massacres, deviennent les caractéristiques du pays où se construit le socialisme — mieux, où il est réalisé, par décret, dès 1936.

Souvarine montre admirablement à partir de quel projet la révolution est entreprise et par quelles voies elle s'en écarte de plus en plus. L'intelligentsia russe (3), qui a cherché durant toute une partie du dix-neuvième siècle, notamment avec les « narodniki » à décrire l'avenir d'un nouveau peuple sans jamais obtenir l'appui de celui-ci, va enfin, grâce à la conception léninienne du parti d'avant-garde, établir pour une brève période sa jonction avec les masses au cours de la révolution de 1917. Celle-ci, comme on sait, sera très courte. Pourquoi théorie et pratique cessent-elles d'avoir un rapport immédiat et plus représentatif qu'une caricature stérile ? Est-ce la bureaucratisme du parti comme l'indique la théorie trotskiste ? Est-ce l'explication de l'encroûtement capitaliste donné par les stalinistes ? Ou s'agit-il plus simplement — comme l'ont suggéré, il y a très longtemps, des penseurs réputés bourgeois — d'une entreprise utopique où le prédictariat était censé tenir un rôle et remplir une fonction qu'il n'a jamais vraiment assumés ? Un projet où, d'emblée, toutes les intentions, les processus de bureaucratisme tenaient à la fois à la théorie du parti d'avant-garde guidant le prédictariat et se substituant à lui, et à l'insca-

pacité et à l'absence de désir des masses de prendre en main durablement leur destin.

Ainsi, que s'est-il passé en U.R.S.S. ? Là, comme ailleurs, impossible de partir d'autre chose que de l'héritage historique. Une tradition héritée des Mongols, c'est-à-dire centralisée mais omnipotente, façonnée par Ivan le Terrible, Pierre le Grand, des siècles d'autocratie et où le servage des paysans russes est aboli à peu près à la même date que l'esclavage des Noirs aux États-Unis. Que faire dans une société où il n'y avait aucune tradition de respect de la personne humaine ni conscience des droits et des devoirs des citoyens ? Que faire surtout si les nouvelles institutions (moins libérales que celles du tiers état des années 1800-1914) tendent à renforcer l'arbitraire ? Comment ne pas, parallèlement à la montée d'une classe bureaucratique, intégrer dans l'analyse, comme le fait le Souvarine de 1977, les notions de « nature humaine » (produit de l'histoire) et de « nature humaine » (viesilles comme Thucydide et Aristote) ?

Si la constitution de la classe bureaucratique est le phénomène social majeur de l'U.R.S.S., il reste qu'en marge des réalités historiques, des données économiques et sociales, la personnalité de Staline a imprimé une tournure particulière aux événements. Ironiquement, ce sont les « marxistes-minimalistes » des grandes années qui ont le plus mis l'importance du rôle de la personnalité dans l'histoire tout en écartant Staline. Quelles conjonctions des données russes, du contexte historique et économique dans le cadre d'une version marxiste du marxisme et de la personnalité de Staline ont produit ce monstre qu'est l'U.R.S.S. Voilà ce qu'a, dès l'apparition du phénomène dans sa forme achevée, saisi et restitué avec grâce Boris Souvarine.

- (1) « Staline, aperçu historique du bolchevisme », par Boris Souvarine, Éditions Champ Libre, Paris, 1977, 600 pages, 22 F.
- (2) « Staline », par L. Deutscher, Gallimard, Paris, 1956 ; « Vie et mort de Staline », par L. Fisher, Paris, 1953 ; « Staline », par A. Ulam, The Viking Press, 1973 ; « Staline as Revolutionary », par R.-C. Tucker, New-York, 1972.
- (3) Cf. le remarquable chapitre consacré à ce problème par Tibor Szamuely, « La tradition russe », Stock, Paris, 1976.

Le carnet des ambassades

• A l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, attaché militaire naval et de l'air près l'ambassade de Chine, a donné une réception le 1^{er} août.

• M. Tadeusz Koborowicz, chef du service de presse de l'ambassade de la République populaire de Pologne, a offert un cocktail le 31 août, à l'occasion du séjour en France d'un groupe de journalistes polonais.

Nécrologie

• Nous avons appris le décès de M. Henri Hoppenot, ambassadeur de France, conseiller d'État honoraire et grand officier de la Légion d'honneur, survenu le 12 août.

• Pierre Lion, ancien consul général honoraire d'Autriche, est décédé le 16 août à Paris.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Formature annuelle du 1^{er} au 30 septembre

Terrasse en plein air
28, rue Gazan (Pare Montsouris)
388-38-52



MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, la voiture que vous aimerez posséder. Prestige ? le plus haut modèle de la gamme. Pallas ? le plein de puissance... D'ailleurs toutes les CX Citroën peuvent se prétendre à la hauteur de votre rang et de vos fonctions.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS
FILIALE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex: TT CITRO 204.833 F, Tel.: 567.55.62 +

CITROËN — TWIM

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

BAŅGLADESH (21 avril 1977)

Président et chef de la loi martiale, chargé du ministère des finances, des affaires intérieures et de la défense : **général Ziaur Rahman**.

Chef de l'état-major des forces navales, chef adjoint de la loi martiale, membre du conseil de la présidence et chef de l'administration de la loi martiale : **contre-amiral Muhsenul Haque Khan** (chargé du ministère des communications, de l'énergie, des ressources hydrauliques et du contrôle des eaux) ; chef de l'état-major des forces de l'air, chef adjoint de la loi martiale, membre du conseil de la présidence et chef de l'administration de la loi martiale : **capitaine A.G. Rahman** (chargé du ministère du pétrole, de l'alimentation, de l'aviation civile et du tourisme).

Membres du conseil de la présidence et chefs de l'administration de la loi martiale : **MM. Abul Fazel** (chargé du ministère de l'éducation), **Kazi Asmerul Haque** (affaires du labeur, administration des terres, gouvernement local, développement rural et coopératives), **Abdur Rashid** (travaux publics et développement urbain), **M.N. Huda** (planification), **Mohammad Ibrahim** (contrôle de la population et planification familiale), **A.K.M. Ha/iruddin** (industrie), **colonel M.M. Haque** (service de la santé, travail et bien-être social), **Asraf Hque** (agriculture), **Abdur Rahman** (information), **Mohammad Saifur Rahman** (commerce), **Mohammad Saifur Rahman** (affaires étrangères), **Mme. Benita Roy** (secours et réinstallation).

Assistant spécial à la présidence et chargé de la loi martiale : **M. Justice A. Sattar**, assistant à la présidence : **Mme Ferous Bari**.

IRAN (7 août 1977)

Premier ministre : **M. Djamshid Amouzegar**, ministre des affaires étrangères : **M. Abbas Ali Khatami**, culture et arts : **M. Mehdiqbal Fahidi**, économie et finances : **M. Houshang Ansari**.

IRLANDE (5 juillet 1977)

Premier ministre : **M. Jack Lynch**, vice-premier ministre, ministre des finances et des services publics : **M. George Colley**, éducation : **M. John Wilson**, gouvernement local : **M. Sylvester Barrett**, transports, énergie et postes et télécommunications : **M. Federico Fennell**, pêcheries : **M. Brian Lenihan**, commerce et industrie : **M. Desmond O'Malley**, défense : **M. Robert Mulloy**, affaires étrangères : **M. Michael O'Keefe**, santé et bien-être social : **M. Charles Haughey**, justice : **M. Gerard Collins**, agriculture : **M. James Gibbons**, travail : **M. Gene Fitzgerald**, régions d'expansion : **M. Denis Gilliesher**, ministre sans portefeuille : **M. Maria O'Donoghue**, avocat général : **M. A.J. Hederman**.

PAKISTAN (3 juillet 1977)

Gouvernement intérimaire

Président du gouvernement intérimaire : **M. Fazal Khat Khan**.

Comité militaire : chef d'état-major de l'armée de terre, administrateur en chef de la loi martiale, chef exécutif du gouvernement : **général Mohammad Zia-ul-Haq**, chef d'état-major des armées : **général M. Sheriff**, chef d'état-major de la marine : **amiral M. Sheriff**, chef d'état-major de l'armée de l'air : **général Zulfikar Ali Khan**.

Ministres fédéraux : **MM. Ghulam Ishaq Khan** (secrétaire général en chef), **Agha Shahid** (secrétaire général aux affaires étrangères), **Sharifuddin Pirzada** (procureur général).

SEYCHELLES (juin 1977)

Président de la République : **M. France Albert René**, ministre des affaires étrangères et tourisme : **M. Guy Simon**, travail et sécurité sociale : **M. Ferrari**, éducation et culture : **M. Jacques Hodou**, travaux publics : **M. Philibert Z. O. S. S. S.**, travail et santé : **M. Mathews Servais**, secrétaires d'État : **MM. Olyslip Bertouis** (affaires intérieures) et **James Michel** (information et fonction publique).

SRI-LANKA (4 août 1977)

Premier ministre, ministre de la défense, des affaires économiques et de la planification, exécution du plan : **M. J.R. Jayawardene**, ministre des affaires étrangères et tourisme : **M. G.P. de Silva**, énergie et réseau routier : **M. Gemini Dissanayake**, commerce : **M. Leila Athulshankar**, administration publique et intérieur : **M. Homage Jayawickreme**, navigation, aviation et tourisme : **Mme Winula Kemaswara**, éducation : **M. N.P. Wijeyaratne**, justice : **M. K.W. Dissanayake**, finances : **M. Roméo de Mel**, travail : **capitaine C.P.J. Senarathne**, industrie et affaires scientifiques : **M. Cyril Mathew**, logement et construction : **M. A. Premadasa**, affaires culturelles : **M. E.L.B. Hurulle**, pêche : **M. S. de S. Jayasinghe**, santé : **M. Gemini Jayawickreme**, information et radiodiffusion : **M. D.D. Wijetunge**, affaires parlementaires et sports : **M. N.H. Mohamed**, postes et télécommunications : **M. D. Shelton Jayaranga**, alimentation et coopératives : **M. S.B. Herath**, plantations : **M. M.D.H. Jayawardene**, industrie textile : **M. Wijepala Mendis**.

TURQUIE (1^{er} août 1977)

Premier ministre : **M. Süleyman Demirel**, vice-premier ministre : **MM. Necmettin Erbakan** et **Alpaslan Türkeş**, ministres d'État : **capitaine Seydi Özalp**, **Süleyman Arif Emre**, **Sadi Somuncuoğlu** et **Ali Sevdik Erkek**.

Ministre de la justice : **M. Necmettin Çubukçu**, défense nationale : **M. Sedat Bülge**, intérieur : **M. Korkut Özal**, affaires étrangères : **M. İhsan Sabri Çağlayangil**, finances : **M. Cihat Biçerak**, éducation nationale : **M. Nâhit Güner**, travaux publics : **M. Selâhattin Kılıç**, commerce : **M. Apak Öltünç Güner**, santé et assistance sociale : **M. Cengiz Gökçek**, douanes et monopoles : **M. Gün Sazak**, alimentation, agriculture et élevage : **M. Fehim Adak**, communications : **M. Yılmaz Ergeçeken**, travail : **M. Fehmi Cümalioglu**, industrie et technologie : **M. Özgür Akıncı**, énergie et ressources naturelles : **M. Kemal Sunal**, tourisme et information : **M. İskender Cengiz Ege**, reconstruction et logement : **M. Becci Kufan**, affaires rurales : **M. Turay Yöcel**, forêts : **M. Sabahattin Avcı**, jeunesse et sports : **M. Onal Seker**, culture : **M. Ayar Arpol**, sécurité sociale : **M. Tarhan Kapanlı**.

ZAIRE

Conseil exécutif (8 juillet 1977)

Président de la République, commissaire d'État à la défense nationale et à la sécurité du territoire : **M. Mobutu Sese Seko**, premier commissaire d'État : **M. Nzinga Kasongo**, affaires étrangères et coopération internationale : **M. Nguzu Karli-Bond**, administration du territoire : **M. Nguzi Basengepongo Bakoko Lokongo**, orientation nationale : **M. Mokoto Wa Npombo**, justice : **M. Mampuya Kasunk A Tshababo**, finances : **M. Bolossa Wambua Nkoso**, plan : **M. Muisamba Lokofi**, portefeuille : **M. Kikwama Kik Kisiri**, économie nationale : **M. Nyembo Shabani**, commerce : **M. Mbalu Mbalu**, mines : **M. Takisala Luyen Muti Mbatangi**, agriculture : **M. Tshamba Tshamba**, développement rural : **M. Armandu Buzungu Luli**, travaux publics et aménagement du territoire : **M. Mwandu Bula Nyali**, transports et communications : **M. Mwashobaka Kalumba Wa Fekusu**, énergie : **M. Tshirungu Lubumbu**, affaires foncières : **M. Alumba Umba Wotshadi**, environnement, conservation de la nature et tourisme : **M. Kasongo Lema**, enseignement supérieur et recherche scientifique : **M. Mulenda Shumonge Mutsheli**, enseignement primaire et secondaire : **M. Kasongo Lema**, culture et arts : **M. M'Buye Nsimi Lubumbi**, santé publique : **M. Nita Makani**, travail et prévoyance sociale : **M. Atsuya Mwikiti**, anciens combattants : **colonel administrateur militaire Isidre Shaduri**, postes et télécommunications : **colonel directeur d'état-major Wabail Bakimbambwa**, sports : **M. Elonga Mali Marungu**.

[Des changements sont intervenus dans la composition de cette équipe à la suite d'un remaniement le 1^{er} août. M. Umbu Di Lutete a succédé à M. Karli-Bond en poste de commissaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération internationale. M. Kikwama Kik Kisiri a été nommé commissaire d'État aux finances. M. Bolossa Wambua Nkoso a été nommé gouverneur de la Banque du Zaïre. M. Nyembo Shabani commissaire d'État au portefeuille. M. Kasongo Kayang commissaire d'État à l'économie nationale.]

Calendrier des fêtes nationales

16 MEXIQUE	Fête nationale
18 CHILI	Fête de l'indépendance
22 MALI	Fête nationale
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
26 REP. ARABE DU YEMEN	Fête nationale
30 BOTSWANA	Fête de l'indépendance
1 ^{er} -15 OCTOBRE	
1 CHINE	Anniversaire de la proclamation de la République populaire
1 CHYPRE	Fête nationale
1 NIGERIA	Fête de l'indépendance
2 GUINÉE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
7 REP. DEM. ALLEMANDE	Proclamation de la République
9 OUGANDA	Fête nationale
15 TAIWAN	Fête nationale
16 REP. DEM. POP. YEMEN DU YEMEN	Fête nationale

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 428

Le Monde

dossiers et documents

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

LES DROITS DE L'HOMME

Vacances en France

Le numéro : 2,50 F
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F